Steinhoff (Anthony J.), *The Gods of the City. Protestantism and religious culture in Strasbourg 1870-1914*

Brill, Leiden-Boston, 518 p., 2008

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/267>

DOI : 10.4000/alsace.267

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010

Pagination : 465-469

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « Steinhoff (Anthony J.), *The Gods of the City. Protestantism and religious culture in Strasbourg 1870-1914* », *Revue d'Alsace* [En ligne], 136 | 2010, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/267> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.267>

français sont totalement ignorées, et pour cause : la presse haut-rhinoise est fort peu développée. L'Alsace avait partagé un passé commun avec les pays du Saint-Empire, ce qui lui vaudra d'être la cible permanente des nationalistes allemands qui prendront un poids croissant dans l'opinion après l'échec de Francfort, lorsqu'ils inspireront princes et armées.

François Igersheim

STEINHOFF (Anthony J.), *The Gods of the City. Protestantism and religious culture in Strasbourg 1870-1914*, Brill, Leiden-Boston, 2008, 518 p.

Steinhoff a soutenu sa thèse en 1996 devant l'Université de Chicago et publié sa position de thèse, titrée « *Protestants à Strasbourg* » dans la *Revue d'Alsace* 2003. Elle n'avait jusqu'à ce jour fait l'objet d'une publication que sous la forme de l'impression d'une thèse en reproduction de microfilm d'Ann Arbor. La voici enfin imprimée dans la série « *Studies in Central European Histories* » dirigée par Thomas A. Brady (Berkeley) et Roger Chickering (Georgetown). Nous ne pouvons que nous en réjouir. Ce n'est pas seulement une grande thèse d'histoire de l'Alsace, c'est une belle thèse d'histoire culturelle européenne, fondée, à la mode américaine, sur une étude de cas : l'étude de l'évolution du protestantisme strasbourgeois à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Elle se situe dans le sillage des études qui marquent le renouveau contemporain de l'histoire du fait religieux.

Steinhoff expose son propos dès son introduction. La modernisation qui marque les sociétés européennes et nord-américaines coïncide avec une urbanisation extrêmement rapide. C'est tout particulièrement le cas en Allemagne dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Or jusqu'à présent l'on admettait communément que modernisation et urbanisation entraînaient indifférence religieuse de la masse et laïcisation de la société civile et politique. La tradition et l'obscurantisme ne persistaient que dans les campagnes.

C'était ne pas tenir suffisamment compte du *revival* religieux tout aussi incontestable qui se produit dans la période. Un furieux débat s'est déroulé autour de la thèse provocatrice d'Otto Blaschke, avançant l'hypothèse selon laquelle le XIX^e et le XX^e siècle auraient constitué un « second âge confessionnel ». Dans sa formulation originale, elle a été abandonnée devant la multitude d'objections qui ont été levées, dont la plus importante a été celle de l'anachronisme. Par contre, une historiographie fort abondante soutient que la modernisation n'a pas éradiqué les confessions mais au contraire leur a donné une nouvelle vie, leur offrant l'accès à des moyens modernes de communication et de transport et surtout un cadre d'associations reposant sur le bénévolat, prenant en charge recherche

intellectuelle, élans du cœur et œuvres sociales, et renouvelant l'institution ecclésiastique elle-même. Les contestataires, en particulier les historiens des études de cas de la *New Urban history*, ou encore ceux de l'école des « études de milieu » se voient reprocher d'utiliser des indices pré-modernes, comme les statistiques de la pratique, ou de ne se concentrer que sur l'institution ecclésiastique elle-même (*Kirchlichkeit*), et non pas sur les formes nouvelles de la piété populaire. En fin de compte, les historiens de la ville et de la modernisation, prennent de plus en compte le facteur religieux dans la grande ville comme produit de la modernité contribuant à promouvoir la modernité. Ainsi, Steinhoff brosse dans son introduction un tableau d'ensemble sur l'historiographie récente du fait religieux, particulièrement en Allemagne, qui est particulièrement bienvenu. Voilà pour la problématique d'ensemble.

Reste Strasbourg. L'une des 36 grandes villes de l'Empire français, elle n'est devenue une « *Grossstadt* », avec tout ce que cela implique, qu'avec l'annexion de 1870 à 1914. C'est une ville confessionnellement mixte, avec une majorité catholique en 1870, mais une légère majorité protestante en 1914. Elle comprend une communauté juive nombreuse et vivante. Etudier une confession, c'est inévitablement prendre en compte les autres confessions. Steinhoff analyse tout d'abord les transformations urbaines de Strasbourg, avec l'afflux d'immigrants venus de « Vieille Allemagne ». Un grand nombre d'entre eux sont protestants. Mais comme la paroisse strasbourgeoise est une communauté d'adhésion et non une communauté géographique – à l'exception de la paroisse de banlieue –, une bonne partie des immigrés protestants, près de 25 % ne sont plus pris en charge par des institutions ecclésiales.

Leurs structures définies par les décrets organiques de 1852 sont restées largement inchangées et l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, qui était déjà largement une « église régionale » devient peu ou prou une « *Landeskirche* », avec son siège à Strasbourg. Mais si les cadres du droit français sont restés en place, la pratique a été modifiée. La majorité des hauts-fonctionnaires allemands, des présidents supérieurs et *Statthalter* sont luthériens, à l'exception de Hohenlohe-Schillingsfurst. Les conseillers chargés des affaires de culte, puis les sous-secrétaires d'Etat à la justice et aux cultes (Puttkamer, Emil Petri) le sont aussi tout comme les commissaires du gouvernement au Directoire et au Consistoire supérieur (Richter, Alexander von der Goltz). Et s'ils respectent, pour les nominations, les équilibres des partis théologiques, libéraux (majoritaires jusqu'au tournant du siècle) et orthodoxes, ils accordent la préférence pour les postes majeurs d'inspecteurs ou de pasteurs, aux personnalités ouvertes à l'influence allemande (*deutschfreundlich*). En ce qui concerne des consistoires réformés, les souhaits du gouvernement étaient de provoquer l'union des deux Eglises, et en tous cas d'appliquer à l'Eglise réformée les

réglementations issues de la pratique luthérienne. « L'attitude cavalière » de l'administration allemande provoque les consistoires à demander la réunion d'un synode régional en 1892. A partir de sa première réunion en 1898, l'Eglise réformée d'Alsace et de Lorraine dispose d'un organe équivalent aux Consistoire supérieur et Directoire des Luthériens. Et en 1905, le vote par le *Landesausschuss* et le *Bundesrat*, de la loi organique sur le Statut synodal de l'Eglise réformée témoigne de manière éclatante de relations positives entre l'Etat et l'Eglise en Alsace et en Lorraine.

La même année, la France votait la séparation de l'Eglise : on ne saurait trop insister sur ces contrastes. L'Eglise de la Confession d'Augsbourg s'attèle également à la réforme de ses structures, et veut les adapter à la prise en charge religieuse de la ville. Au premier rang de ses préoccupations : la paroisse, qui doit devenir une paroisse de proximité, géographique et non pas cette paroisse d'adhésion qui laisse trop de monde en dehors de l'église. Il faut une participation plus importante des paroissiens, des laïcs par définition, allant jusqu'à l'élection des pasteurs par toute la communauté paroissiale, y compris les femmes à qui doivent être donnés droit de vote et éligibilité. L'Eglise réformée en avait admis le principe dès 1909. L'influence de l'Etat sur les organes directeurs de l'Eglise – Directoire, consistoire supérieur, inspections – doit être réduite. Les travaux successifs de conférences et comités constitutionnels luthériens permirent d'avancer, mais les freins opposés par un gouvernement plus conservateur ne permirent pas à cette réforme d'aboutir avant la guerre de 1914.

En ce qui concerne le clergé, Steinhoff note que le corps pastoral a été profondément renouvelé. Dès 1872, la formation des futurs pasteurs est assurée par la nouvelle Faculté de théologie protestante, et sanctionnée par deux examens d'Etat. Voilà qui « professionnalise » un ministère salarié par l'Etat dont la rémunération a été considérablement réévaluée et qui sera définitivement incluse dans la fonction publique d'Etat par la loi de 1907. Ainsi, la fonction pastorale demeure une profession acceptable pour la bourgeoisie protestante : le plus grand nombre de pasteurs sont fils de classes moyennes urbaines (commerçants, artisans, pasteurs, enseignants), très peu fils de paysans, ce qui contraste avec les 40 % de prêtres catholiques fils de paysans. La pratique se réduit aux quatre « rites de passage » : baptême, confirmation, mariage, obsèques, mais elle croît légèrement à Strasbourg tout au long de la période, alors que la fréquentation de la Sainte-Cène est stable, ce qui, compte tenu de la croissance de la population signifie qu'elle diminue proportionnellement, mais non pas dramatiquement. En tenant compte de l'importance de l'instruction religieuse à l'école, ces données auraient permis de développer le tableau d'une « confession familiale ». A ceci près qu'un nombre important de mariages mixtes protestants-catholiques se produisent à Strasbourg – un sur trois en moyenne, pendant la période – et que la pression de l'Eglise

catholique impose le plus souvent mariage et éducation catholiques pour les enfants à venir.

Pendant ce temps là, « la grande majorité de la classe ouvrière protestante ne vient pas à l'église... et la majorité des paroissiens ne fréquente plus l'église paroissiale les dimanches » (Georg Metzger, 1913). D'où provient ce constat pessimiste de l'Inspecteur ecclésiastique Metzger qui contraste avec l'optimisme de l'historien Steinhoff? Mais l'historien prévient qu'à s'en tenir à la pratique, on passe à coté du phénomène de l'appropriation par la ville moderne du fait religieux. C'est qu'à coté de la paroisse strasbourgeoise, incontestablement en crise, se manifeste la vitalité de plus en plus forte des cadres associatifs protestants, parallèles à ceux du catholicisme. Ces cadres prennent en charge les besoins de la population, en dehors du cadre paroissial : organisation de jeunes, associations charitables (la diaconie). De même la presse protestante connaît un essor important. Ils ne vont certes pas aussi loin que ne le font les catholiques avec le déploiement systématique de leur pastorale des milieux, et sont en outre handicapés par la concurrence interne des partis théologiques. En outre une partie des pasteurs paraît plus réservée que le clergé catholique devant cette « laïcisation » des cadres des églises. Mais voilà qui finira par imposer une réforme de la paroisse protestante strasbourgeoise : six districts sont découpés dans Strasbourg (1894), puis en 1908, les paroisses protestantes de Strasbourg deviennent des paroisses géographiques.

Mais l'un des facteurs essentiels de « la promotion de la culture religieuse dans l'environnement urbain moderne » est l'enseignement religieux à l'école primaire et secondaire ». Certes, l'histoire scolaire est pleine de conflits entre les Eglises et l'administration scolaire. Elle porte sur l'âge de fin d'études des filles, que les Eglises protestantes auraient voulu placer à 14 ans pour les deux sexes, qui effectuent leur confirmation à cet âge. Conflit sur le droit des Eglises à donner leur avis sur les manuels d'histoire sainte ou d'instruction religieuse délivrés par les instituteurs et institutrices. Conflit encore sur les emplois du temps de l'instruction religieuse délivrée par les paroisses pour la préparation des enfants à la confirmation ou à la communion solennelle. Conflit encore, qui mobilise surtout l'église catholique : elle réclame de la municipalité de Strasbourg l'abandon de l'école interconfessionnelle, introduite en 1872, avec l'obligation scolaire, estimée impossible par les autorités scolaires strasbourgeoise pour des raisons de place. Conflit encore devant le refus de l'administration scolaire de faire de l'instruction religieuse une matière du programme de l'*Abitur*. Un fait majeur demeure : l'école strasbourgeoise, primaire ou secondaire, reste marquée par la prise en compte des confessions.

Quelques questions demeurent. Certes, on comprend pour quelles raisons Steinhoff n'insiste pas autant qu'on s'y serait attendu, après la lecture des travaux de Lagrée, ou d'Isabelle von Buelzingshoffen, sur l'histoire de

l'intervention sociale et politique protestante, car elle est probablement vecteur de laïcisation autant que de modernisation confessionnelle : il se concentre sur « le dur » de l'histoire institutionnelle positive des rapports entre Etat et confession, et leurs transformations provoquées par l'évolution urbaine. Cette évolution va marquer durablement la mentalité de la population d'Alsace et Lorraine pour les décennies qui viennent, et contraster avec celle de la France qu'elle rejoint en 1919. On est quand même surpris qu'il n'insiste pas sur l'influence de ce qu'on appellerait « le protestantisme politique » ou encore « le protestantisme social » (de von der Goltz et Schwander) qui a tant marqué l'histoire de la ville. La place que prend la vie des Eglises dans les grands quotidiens – souvent marqués confessionnellement – n'est pas assez relevée. Steinhoff aurait pu mentionner que la plus grande partie des titres de la presse strasbourgeoise sont édités – et rédigés par des protestants, souvent engagés dans la vie de leurs Eglises. Les catholiques avaient dans l'exploitation politique de leurs « associations » et de leurs « œuvres » moins de pudeurs que les protestants que nous décrit Steinhoff. Le protestantisme est la religion nationale allemande et Steinhoff ne cache pas l'influence qu'aura cet aspect dans la vie du protestantisme. Mais de s'arrêter à 1914 masque quelque peu l'engagement pendant la première guerre mondiale d'une grande partie des « cadres de l'Eglise protestante » du côté de l'Allemagne, comme en a témoigné l'étude de Sebastian Kalden dans un article fort neuf sur l'attitude du protestantisme alsacien pendant la première guerre mondiale (ZGO 2008, CR RA 2009). Il nous répondrait sans doute que son propos n'était pas de faire un « *Elsass von 1870 bis 1932* » protestant, mais une thèse sur le protestantisme strasbourgeois du *Reichsland*. Et ce faisant, il nous donne une thèse importante, fondée sur un considérable travail d'archives, qui enrichit l'histoire du protestantisme et l'histoire de l'Alsace. On souhaiterait la voir traduite. Mais ces vœux sont-ils encore à l'ordre du jour ?

François Igersheim

HAU (Michel), textes réunis par, *Regards sur le capitalisme rhénan*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2009, 252 p.

Avouons-le, c'est par la conclusion que nous avons abordé l'ouvrage. Pour Michel Hau, la résistance à la désindustrialisation qui s'observe des Pays-Bas à l'Emilie Romagne est à mettre en relation avec des réalités historiques ; parmi elles, le développement au XIX^e siècle d'un capitalisme *rhénan* caractérisé entre autres par la stabilité de l'actionnariat familial, la promotion des cadres et la rareté des conflits sociaux. Différents facteurs contribuent à son épanouissement en Alsace. On y retrouve l'influence du protestantisme, le maintien de structures familiales solides et une tradition